

Reportez votre numéro d'anonymat →

--	--	--	--	--	--	--	--

**UNIVERSITE DE BORDEAUX
FACULTE DE DROIT ET SCIENCE POLITIQUE
CENTRE DE BORDEAUX**

1^{ère} Année de LICENCE EN DROIT

Année Universitaire 2013 - 2014

1^{ère} SESSION – 1^{er} SEMESTRE

JANVIER 2014

Epreuve de : **PROBLEMES ECONOMIQUES CONTEMPORAINS – Séries 1 & 2**

Durée de l'épreuve : **1 heure**

AUCUN DOCUMENT N'EST AUTORISE

Veillez traiter au choix l'**un** des deux sujets suivants :

Sujet 1 : Q.C.M. ci-joint,

ou

Sujet 2 : Sujet théorique.

Sujet 1 : Q.C.M. Vous répondrez aux 10 questions suivantes directement sur le document en y **indiquant en haut et à droite de chaque page votre numéro d'anonymat**. Ce document devra être inséré dans une copie double d'examen après avoir préalablement collé votre numéro d'anonymat.

Mode d'emploi du questionnaire à choix multiple :

*Inscrire le numéro de la réponse exacte. **Une seule réponse** doit être validée dans l'encadré situé près de la marge gauche prévu à cet effet.*

1. ① La crise financière qui s'est déclenchée en septembre 2008, après plus d'un an de turbulences financières - par exemple, la chute de Lehman Brothers en septembre 2008 -, a engendré une crise mondiale de l'économie réelle, *le PIB mondial décélérant de 3,8% en 2007 à 1,9% en 2008, puis à -2,2% en 2009* ;
- ② Dans les pays industrialisés, au cours de la période 1975-2000, l'analyse montre que le taux de croissance moyen du PIB a été relativement *régulier* et très en dessus de celui qui a prévalu au cours des années antérieures - par exemple 1966-1973 ;
- ③ A partir du début des années 2000, on observe que les taux de croissance du PIB des pays en développement - y compris pour les économies émergentes - sont en moyenne *très en dessous* de ceux des pays industrialisés, ce qui caractérise une dynamique de *divergence* ;
- ④ Il a été montré que la crise économique dans les pays industrialisés, qui prévaut depuis la fin de 2008, n'affectait pas les pays en développement. Par exemple, un rapport de la Banque mondiale de 2013 *suggère l'absence d'impact* de la détérioration des conditions de la zone euro et de la situation budgétaire américaine sur la croissance des pays en développement pour les années 2013 à 2015 ;
- ⑤ L'indice KOF de globalisation synthétise ses dimensions écologiques, spatiales et humaines.

2. ① Selon une étude de la Banque mondiale, le processus de globalisation est un phénomène totalement nouveau qui émerge au début des années 1980 ;
- ② Selon certains auteurs - Dreher, par exemple -, la globalisation peut être conceptualisée comme un processus qui affaiblit les frontières nationales, intègre les économies nationales, les cultures, les technologies et la gouvernance, et produit des relations complexes d'interdépendance mutuelle ;
- ③ En dépit du processus de globalisation, le modèle de croissance globale *n'est pas devenu* multipolaire, les pays en développement ne contribuant pas majoritairement à la croissance mondiale, et leur poids dans le commerce mondial et les relations Sud-Sud ayant diminué au cours des dernières décennies ;
- ④ La dynamique de pauvreté monétaire (seuil de 1,25 dollars par jour, PPA 2005) dans l'ensemble des pays en développement, appréhendée par la Banque mondiale, montre une incidence croissante du phénomène : *environ un individu sur cinq en 1981, contre un individu sur deux en 2010* ;
- ⑤ L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM), élaboré par le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) en 2010, identifie trois privations concomitantes au niveau des ménages : le revenu, l'écosystème et la participation politique.

3. Certaines recherches montrent que le problème de la pauvreté globale dans les pays en développement a changé au cours des deux dernières décennies, la plupart des pauvres vivant actuellement dans les pays pauvres, et non dans les pays à revenu intermédiaire ;
- ① L'Objectif du millénaire pour le développement (OMD) concernant la pauvreté dans les pays en développement était de réduire le taux de 1990 de 5% en 2015 ;
- ② En France, en 2010, la pauvreté monétaire concerne environ 14% et 8% de la population, respectivement, avec les seuils de 964 euros et 803 euros par mois pour une personne seule ;
- ③ La Banque mondiale, dans le *World Bank DataBank d'août 2013*, identifie les "*économies à faible revenu*" comme celles dont le PNB par habitant (GNI per capita) était égal ou inférieur à 535 dollars en 2012 ;
- ④ Selon la Banque mondiale (*World Bank DataBank d'août 2013*), les "*économies à revenu intermédiaire*" sont celles dont le PNB par habitant était supérieur à 12 615 dollars, mais inférieur ou égal à 22 085 dollars en 2012.
- ⑤

①

2

③

4

5

5

1

2

③

4

5

215

- 6
- ① Selon le rapport de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture de 2013, sur *l'Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde*, quelque 2 842 millions d'êtres humains dans le monde seraient victimes de faim chronique en 2011-2013 ;
 - ② L'Afrique est la seule région au monde pour laquelle le *nombre de pauvres* en termes monétaires a baissé entre 1981 et 2010. Ainsi, alors qu'en Afrique la pauvreté (seuil de 1,25 dollars par jour, PPA 2005) représentait environ un tiers du total mondial en 1981, sa contribution n'est que de 11% en 2010 ;
 - ③ Les *Perspectives de l'économie mondiale*, élaborées par le Fonds monétaire international en juillet 2013, *sont anticipées en forte hausse par rapport aux prévisions d'avril 2013 - 9% et 9,7%, respectivement, en 2013 et 2014 -*, une meilleure performance due à trois facteurs : (a) croissance plus intense que prévue des économies émergentes ; (b) expansion de la zone euro plus forte qu'anticipée ; (c) croissance rapide de l'économie américaine ;
 - ④ Dans la mesure où les taux de change reflètent correctement les prix et les pouvoirs d'achat relatifs des différents pays, les comparaisons internationales de PNB par tête aux *taux de change* égalisent le prix du même panier de biens entre pays ;
 - ⑤ Un rapport de la Banque mondiale de mai 2013, relatif aux prévisions des prix des matières premières, a souligné que la plupart des prix de ces dernières évolueront à la baisse sous l'impulsion de plusieurs facteurs : (a) amélioration des conditions de l'offre (la plupart des matières premières) ; (b) réduction des risques géopolitiques (pétrole) ; (c) moindre demande des actifs refuges (métaux précieux) ; (d) plus faibles prix de l'énergie (engrais).

5

- 7
- ① L'analyse de la dégradation des écosystèmes montre, qu'au cours des années 2000, le pourcentage des émissions anthropiques (dues à l'activité humaine) de gaz à effet de serre, exprimées en CO₂e, associées à l'utilisation des terres et au changement d'affectation des terres (par exemple, engrais agricoles, bétail, déboisement et brûlis), ne représente que 3% environ des émissions de gaz à effet de serre ;
 - ② L'ONU-SIDA a estimé qu'en 2011 environ 84 millions de personnes vivaient avec le VIH/SIDA, un résultat inhérent à un nombre continu et important de nouvelles infections, et à une baisse significative de l'accès au traitement antirétroviral ;
 - ③ Lors de l'évaluation de l'état des écosystèmes, il apparaît que la construction de digues, de barrages, de ponts et l'installation d'autres ouvrages ont *très marginalement* altéré le volume et la localisation de l'eau disponible, à la fois pour les usages des personnes et la préservation des écosystèmes aquatiques ;
 - ④ Dans le Rapport sur développement humain de 2010, le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) a proposé de prendre en compte un *IDH ajusté aux inégalités*, afin d'appréhender les déficits de développement humain dus aux disparités entre individus dans le domaine de la santé, de l'éducation et du revenu ;
 - ⑤ Le pouvoir d'achat, l'environnement sanitaire (climat, niveau de santé publique, existence de maladies transmissibles) et les attitudes des individus (nutrition, santé, hygiène) ne sont pas des déterminants de la santé dans les pays en développement.

4

- 8
- 3
- ① Evalué en glissement, l'indice des prix de détail de l'INSEE montre qu'en 2013, en France, le taux d'inflation a été de 13% ;
 - ② L'analyse de la structure du marché du pétrole brut et de la formation des prix montre que les tensions entre l'offre et la demande s'expriment *uniquement* sur le marché physique au comptant (prix spot), lieu des transactions physiques immédiates ou quasi-immédiates ;
 - ③ En 2010, l'IFPRI - International Food Policy Research Institute - a élaboré un indice global de la faim qui englobe trois composantes pondérées : (a) proportion de mal nourris en pourcentage de la population - indicateur de la part de la population ayant une diète insuffisante ; (b) prévalence de la malnutrition juvénile - proportion d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un faible poids pour leur âge ; (c) taux de mortalité juvénile - indiquant partiellement la relation entre la diète inadéquate et le mauvais environnement sanitaire ;
 - ④ La Conférence internationale des statisticiens à Genève en 1982 indique que les 'chômeurs' comprennent toutes les personnes ayant dépassé un âge spécifié qui, au cours de la période de référence, étaient : (a) 'Sans travail', c'est-à-dire qui n'étaient pourvues ni d'un emploi salarié ni d'un emploi non salarié ; (b) 'Disponibles pour le travail' dans un emploi salarié durant la période de référence ;
 - ⑤ Bien que la couverture de l'indice des prix de l'INSEE soit améliorée avec l'indice 100=1998, *le taux de couverture n'est que de 34,3% en 2013.*

- 9
- 2
- ① Depuis 2009, la Direction de l'Animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) et le Pôle emploi présentent les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction de plusieurs catégories, notamment la principale catégorie A qui se réfère aux demandeurs d'emploi *non tenus* de faire des actes positifs de recherche d'emploi, et *en emploi* (par exemple, les bénéficiaires de contrats aidés) ;
 - ② En France, selon l'INSEE, le taux de chômage global *au sens du BIT* s'élève à environ à 10,5% de la population active - par exemple, au cours du premier semestre de 2013 ;
 - ③ Un indice des prix de type **Laspeyres** $L(p)$ permet de comparer des valeurs qui associent, soit des prix (p), soit des quantités (q) variables à des quantités ou des prix fixés dans la situation de base (0), et peut être formalisé comme suit : $L(p) = \frac{\sum p_0 q_0}{p_1 q_0}$;
 - ④ Au cours des 10 dernières années, la *hausse de l'euro face au dollar* n'a eu aucun impact sur le montant de la facture pétrolière en Europe ;
 - ⑤ Le pétrole n'étant pas une ressource spécifique, son prix ne doit pas tenir compte du coût d'opportunité supporté par le producteur.

- 10
- 1
- ① En France, compte tenu de la présence *d'imperfections du marché du travail* faussant les mécanismes de la concurrence et réduisant la compétitivité des entreprises, une loi sur la Sécurisation de l'emploi, adoptée le 14 juin 2013, propose d'amender deux aspects du Code du travail : (a) accroître la flexibilité sur le marché du travail (par exemple, les entreprises ayant des difficultés conjoncturelles peuvent réduire les gains et/ou le temps de travail des salariés, en s'engageant, en contrepartie, à ne pas licencier) ; (b) renforcer la protection des salariés ;
 - ② Parmi les arguments ne justifiant aucune action visant à protéger les consommateurs, trois d'entre eux retiennent souvent l'attention : (a) l'absence de bénéfices et de coûts externes ; (b) l'inexistence d'un pouvoir de monopole ; (c) l'évolution très lente de la technologie moderne ;
 - ③ Dans la mesure où le consommateur « moyen » est une réalité, l'INSEE met en évidence l'absence d'écarts quant à l'évolution des prix par rapport à l'indice d'ensemble selon le niveau de vie des ménages. *Ainsi, pour les années 1998 à 2011, il apparaît que la hausse des prix a été en moyenne identique pour les différentes catégories de ménages, indépendamment du niveau de vie ;*
 - ④ Il est généralement admis que l'écosystème est sans relation avec : (a) la production de biens de base pour la planète (aliments, eau, fibres, etc.) ; (b) la fourniture d'un ensemble de services essentiels (contrôle du climat, etc.) ; (c) le niveau de l'emploi ;
 - ⑤ Dans les pays en développement, les enquêtes démographiques et de santé permettent d'appréhender trois indicateurs de malnutrition : (a) excès pondéral ou faible poids pour la taille ; (b) émaciation ou faible taille pour âge ; (c) retard infantile ou faible poids pour âge.

OU

Sujet 2 : Sujet théorique

Veuillez traiter le sujet suivant :

Le développement humain et les pays en développement.